

Accord collectif

**GARANTIE DE RESSOURCES EN CAS DE MALADIE OU D'ACCIDENT
DES SALARIÉS DES EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, DE VITICULTURE
ET D'ÉLEVAGE, DES ETAF ET CUMA**

(Maine-et-Loire)

(19 juin 2002)

(Étendu par arrêté du 26 février 2003,

Journal officiel du 12 mars 2003)

Avenant n° 6 du 7 janvier 2020

NOR : AGRS2097183M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitations agricoles ;

Fédération viticole de l'Anjou et de Saumur ;

Fédération départementale des entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers ;

Union départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole des Pays de la Loire, section Maine-et-Loire FNPHP de l'Anjou et du Maine,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire du Maine-et-Loire CFDT ;

Union départementale CGT ;

Union départementale FO ;

Syndicat des salariés agricoles de l'Anjou CFTC ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet la modification de l'article sur le principe de solidarité.

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | Article 10 « Principe de solidarité »

L'article 10 est réécrit ainsi :

« Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que l'accord national du 10 juin 2008.

Le présent accord interprofessionnel s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation au fonds de solidarité institué au niveau national, tel que prévu à l'article 6.3.4 de l'accord national du 10 juin 2008. »

Article 2

Le contenu de l'article 11 est abrogé.

L'article 12 devient l'article 11 et l'article 13 devient l'article 12.

Article 3 | Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension.

Article 4 | Dépôt et extension

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DIRECCTE des Pays de la Loire : 12, rue Papiou-de-la-Verrie, 49036 Angers Cedex 01.

Fait à Angers, le 7 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)